

Quand le centre et la gauche s’allient : quelques exemples dans notre histoire politique précédant la Ve République

Note de La Plateforme Progressiste, contribution de
Gilles Candar.

“Les forces progressistes, quels que soient leurs inspirations ou objectifs ultimes, ont déjà connu des rapprochements féconds — ou du moins significatifs — à plusieurs moments décisifs. Bien avant la Ve République, ces alliances ont souvent permis de préserver le régime républicain, de traverser des crises profondes et de poser les bases d’avancées démocratiques, sociales et laïques qui structurent encore aujourd’hui notre paysage politique.”

— **Gilles Candar**



Gilles Candar, Historien des gauches et de la IIIe République, et Président de la Société d'études jaurésiennes.

Introduction

À partir du début du XX^e siècle, le clivage gauche/droite ne se concentre plus principalement sur le régime politique — monarchie, empire ou république — ni sur la laïcité des institutions : il s'organise autour des questions sociales et économiques, qui deviennent des marqueurs dominants de l'orientation politique. C'est à cette même période, lors des élections de 1902 et 1906, que les termes « gauche » et « droite » quittent l'usage strictement parlementaire pour s'imposer dans le débat public.

Dans ce paysage renouvelé, la réalité du « centre » n'est pas toujours simple à saisir. Au minimum, sa place se définit par sa capacité à dialoguer, ou s'allier avec les composantes modérées des deux bords. Parfois, il parvient même à proposer une synthèse originale entre certains principes de gauche et de droite — comme le montrent les expériences du centre gauche de Thiers, du radicalisme de gestion au XX^e siècle ou encore les parcours d'Aristide Briand et de Raymond Poincaré— mais ces tentatives demeurent souvent instables, tiraillées par des tensions d'un côté ou de l'autre^[1].

Pourtant, même si la mémoire commune privilégie les moments héroïques des grandes confrontations binaires (Front Populaire, Programme commun...), des alliances entre centre et gauche ont elles aussi existé et leurs bilans peuvent être rappelés sans fausse honte.

SOMMAIRE

1

De la Défense républicaine (1899-1902) au Bloc des gauches ouvert au centre (1902-1906)

2

Le Front populaire, une alliance avec ou sans le centre ?

3

La Troisième Force, le choix de la démocratie et de la République

4

Une expérience inaboutie : Pierre Mendès France et le Front républicain (1954-1958)

^[1] Jean-Pierre Rioux, Les centristes, de Mirabeau à Bayrou, Fayard, 2011.

1 De la Défense républicaine (1899-1902) au Bloc des gauches ouvert au centre (1902-1906)

1899-1902 : le gouvernement de Défense républicaine

L'exemple le plus emblématique d'alliance entre le centre et la gauche dans l'histoire politique française – et sans doute le plus « glorieux » par son souvenir - se situe à la charnière des XIX^e et XX^e siècles. En juin 1899, la France est divisée par l'affaire Dreyfus, révélatrice de traumatismes - la défaite de 1871 - et d'antagonismes sociaux divers. Politiquement, cela se traduit par la montée de nouvelles forces : émergence à gauche de la **gauche des socialistes**, à **droite des nationalistes** et de l'**Action française** (royalistes rénovés).

Alors que les républicains modérés, dominants depuis vingt ans, envisagent une inflexion autoritaire et conservatrice, une autre voie l'emporte : la **Défense républicaine**, alliance entre une part des républicains modérés (Waldeck-Rousseau) et les gauches radicales et socialistes.

Le gouvernement Waldeck-Rousseau, très « centriste » par ses principes, ses projets et sa composition, s'ouvre néanmoins fortement à gauche. Pour la première fois, un socialiste, avocat des syndicalistes, Alexandre Millerand, entre au gouvernement, et se voit confier un portefeuille de taille : Commerce, Industrie, Postes, et toutes les questions qui seront traitées par le futur ministère du Travail (créé en 1906).

Ce gouvernement reçoit l'appui de Jean Jaurès et des « socialistes parlementaires ». En revanche, les « socialistes révolutionnaires », d'inspirations marxiste ou blanquiste, le dénoncent violemment, notamment en raison de la présence au ministère de la Guerre du général de Galliffet, dont la réputation de « fusilleur » de Communards est largement connue et assumée. Cela n'empêche pas les mêmes « socialistes révolutionnaires » de jouer un rôle décisif dans l'investiture du gouvernement de défense républicaine : leur abstention lui évite d'être renversé le jour de sa présentation à la Chambre puisqu'ils sont 25 et qu'au départ le gouvernement n'a que 24 voix de majorité. Un vote contre aurait fait immédiatement capoter l'expérience !



Pierre Waldeck-Rousseau

Les réformes démocratiques sont conséquentes : loi libérale sur les associations (1901), débuts d'une démocratisation de l'Armée avec en 1900 un nouveau ministre, le G^{al} André, réforme de l'enseignement secondaire (débuts même timides d'une promotion de l'enseignement « moderne »). Parallèlement, Millerand met en œuvre un programme social ambitieux : réduction progressive de la journée de travail à dix heures (soit 60 heures par semaine), mesure très mal accueillie par un patronat qui s'organise contre elle ; instauration d'un repos hebdomadaire pour les entreprises travaillant avec l'État ; vote à la Chambre d'une loi sur les retraites ouvrières ; relance du dialogue social avec le Conseil supérieur du travail ; tentatives de réglementation des conflits sociaux, certes sans aboutir pleinement.

1902-1906 : le Bloc des gauches

Forte de ce bilan, l'alliance de Défense républicaine gagne les élections en 1902 avec le **Bloc des gauches**, qui s'apparente à une alliance de centre gauche. Ce bloc rassemble les socialistes parlementaires — autour de Jaurès, Briand et Viviani, une trentaine de députés —, les radicaux et radicaux socialistes renforcés (plus de deux cents élus répartis en deux groupes), ainsi qu'une centaine de modérés laïques.

Le nouveau gouvernement insiste davantage sur la laïcité et l'anticléricalisme. Sans rentrer dans les détails, le bilan de cette politique conduit à la laïcisation des tribunaux et des hôpitaux, à la loi de Séparation des Églises et de l'État, et à d'autres réformes comme le service militaire de deux ans, la loi sur le repos hebdomadaire, etc. **C'est bien le fruit d'une alliance que nous appellerions aujourd'hui de centre-gauche.**

Jaurès demeure l'un des principaux organisateurs de la majorité parlementaire jusqu'en 1905, et Briand — rapporteur de la loi de Séparation — reste jusqu'à cette date son indéfectible compagnon. Les divers radicaux (Combes, Pelletan, Clemenceau) incarnent alors la gauche dominante, tandis que des modérés laïques comme Poincaré, Barthou ou Rouvier (président du Conseil en 1905-1906) relèvent plutôt du « centre », attachés aux équilibres financiers et à la défense de la propriété privée.

Ainsi, la Défense républicaine (1899-1902) et le Bloc des gauches (1902-1906) constituent le socle d'une large part de l'héritage social et laïque de la République tel que nous le concevons aujourd'hui.

Recomposition politique et nouvelles formes de coopération après 1906

L'alliance ne se maintient pas vraiment après 1905-1906. Le socialisme unifié en 1905 adopte une ligne stricte : refus de participer au gouvernement, de voter le budget, et volonté de construire une alternative de gauche en dialoguant avec le syndicalisme révolutionnaire, alors dominant à la CGT et aux Bourses du travail.

Sur le papier, les gouvernements continuent d'associer radicaux — comme Clemenceau ou Caillaux, considérés comme la gauche républicaine — et modérés tels Poincaré ou Barthou, avec même des socialistes indépendants comme Briand ou Viviani. Sur certains dossiers, des ententes ponctuelles entre gauche et centre réapparaissent : sur la question, alors épineuse, des retraites ouvrières et de l'âge d'entrée en jouissance, c'est bien une entente entre gauche et centre qui permet en 1912 au ministre radical du Travail, Léon Bourgeois, de le faire passer de 65 à 60 ans, avec l'accord de son président du Conseil, le très modéré Raymond Poincaré. Notons au passage que l'année suivante les socialistes auraient voulu que Léon Bourgeois soit le candidat des gauches à la présidence de la République, ce qui n'était pas s'inscrire dans une logique d'affrontement binaire vindicatif.

De fait, si les socialistes se situent dans l'opposition, celle-ci reste nuancée. Ils soutiennent parfois des lois ou collaborent avec des ministres. Jaurès, très respecté, préside par exemple la commission d'enquête sur l'affaire Rochette (1910-1914) - un des grands scandales financiers et politiques de l'époque. D'autres socialistes jouent un rôle important : Édouard Vaillant sur l'hygiène et les conditions de travail, Arthur Groussier pour l'élaboration du Code du travail (1910), ou Marcel Sembat dans le domaine des Postes et télécommunications.

Cela n'empêche pas de belles empoignades sur bien des sujets de politique extérieure ou intérieure, des chahuts parlementaires, des duels à l'occasion, mais l'opposition n'exclut pas le dialogue, et les convergences ponctuelles entre gauche et centre restent possibles.

Aristide Briand

Raymond Poincaré

Jean Jaurès

2 Le Front populaire, une alliance avec ou sans le centre ?

À première vue, le **Front populaire** semble offrir un exemple net et classique d'affrontement gauche/droite. En réalité, la situation est plus complexe.

Le pacte d'unité d'action conclu en juillet 1934 entre socialistes et communistes répond aux attentes des courants les plus à gauche de la SFIO, ainsi qu'à celles des groupes situés à la gauche du PCF (notamment les trotskistes). Mais lorsque Maurice Thorez appelle, à Nantes en octobre 1934, à la formation d'un vaste « Front populaire antifasciste », il vise une coalition beaucoup plus large. Il souhaite associer les classes moyennes à la classe ouvrière, et l'entrée du Parti radical dans l'alliance en 1935 doit justement montrer qu'il ne s'agit ni d'un projet révolutionnaire ni d'une rupture avec le capitalisme.

Le programme adopté en janvier 1936 reste d'ailleurs assez modéré : réduction du temps de travail, revalorisation des prix agricoles, grands travaux, suspension des saisies et réaménagement des dettes, ainsi que diverses réformes financières, diplomatiques ou sociales.

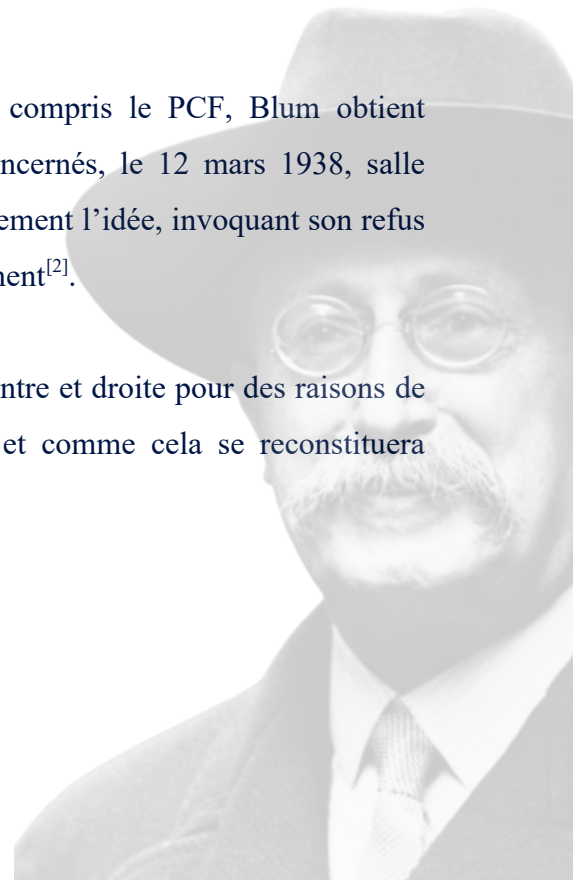
Ce sont finalement les élections de 1936 — marquées par la progression des socialistes, devenus la première force parlementaire au détriment des radicaux — ainsi que l'important mouvement social de mai-juin 1936 qui provoquent le véritable tournant politique et social du gouvernement Blum et les accords Matignon.

Le Parti radical, qui appelle rapidement à une « pause » dans les réformes et affirme vouloir rééquilibrer le Front populaire en faveur des classes moyennes, tend désormais à se positionner comme un « centre » capable de s'allier aussi bien à gauche qu'à droite. C'est effectivement ce qui se produit en 1937-1938 avec les gouvernements Chautemps puis Daladier. Les radicaux ne sont toutefois pas les seuls à envisager un élargissement de la majorité. Maurice Thorez, à plusieurs reprises, évoque lui aussi la possibilité d'un front plus vaste, tendant la main aux chrétiens ou évoquant l'idée d'un « Front français ».

De son côté, Léon Blum souhaite, en janvier 1938, un gouvernement allant « de Thorez à Reynaud », c'est-à-dire l'ensemble de la gauche mais aussi le centre droit incarné par Paul Reynaud, libéral assumé et héritier des modérés laïques de l'époque de l'affaire Dreyfus qui avaient alors choisi la « défense républicaine ». En mars 1938, après l'Anschluss, Blum réitère et élargit encore sa proposition en appelant à un gouvernement d'union nationale face à la menace d'agression nazie. Il propose ainsi aux groupes de l'opposition — alors qualifiés de « minorité », correspondant en réalité au centre, au centre droit et à la droite républicaine — de participer à cette coalition.

Avec l'accord de tous les partis du Front populaire, y compris le PCF, Blum obtient d'exposer officiellement son projet devant les groupes concernés, le 12 mars 1938, salle Colbert au Palais-Bourbon. Mais l'opposition rejette massivement l'idée, invoquant son refus catégorique de toute participation communiste au gouvernement^[2].

Ce refus constitue une occasion manquée d'unir gauche, centre et droite pour des raisons de défense nationale, comme cela avait été le cas en 1914 et comme cela se reconstituera finalement au sein de la France libre et de la Résistance.



Léon Blum

^[2] Les démocrates populaires (chrétiens sociaux) de Paul Champetier de Ribes sont le seul groupe à accepter le principe. Lors de la réunion globale des groupes de la minorité, 5 à 6 parlementaires selon les sources sont cités comme ayant accepté la proposition de Blum : Paul Reynaud, Louis Jacquinot, Joseph Laniel, André Beauguette, Paul Ihuel et le sénateur André Honorat selon Le Temps, ainsi que Georges Mandel et Henri de Kérillis selon Serge Bernstein dans son Léon Blum (Fayard, 2006).

3 La Troisième Force, le choix de la démocratie et de la République

Gauche et centre se retrouvent dans la Résistance et dans les gouvernements de la Libération. Mais la situation est évidemment bien particulière puisqu'il s'agit de combattre pour les droits élémentaires de la nation et de la République, comme de l'humanité.

En 1947, après la guerre, le pays s'organise à nouveau en schéma politique classique avec la rupture entre les anciens Alliés. Les ministres communistes doivent quitter le gouvernement, les socialistes de la SFIO rompent leurs relations avec le PCF jugés trop lié à l'URSS et s'engagent dans une politique de « **Troisième Force** » avec le Mouvement Républicain Populaire (MRP) - héritier de la tradition démocrate-chrétienne - et d'autres forces assimilables au centre-gauche. Cette « Troisième force » patronnée par Léon Blum veut en principe combattre sur deux fronts :

- Sur le plan intérieur, elle s'oppose à la fois au PCF et au Rassemblement du Peuple Français (RPF) lancé par le général de Gaulle, qu'elle considère comme une menace pour les institutions parlementaires.
- Sur le plan extérieur, elle entend résister tout autant à l'expansion du bloc soviétique — qui impose brutalement son modèle aux « démocraties populaires » d'Europe de l'Est — qu'à l'influence grandissante des États-Unis.

Reconnaissons que la « Troisième force » n'a pas laissé un souvenir glorieux bien que l'historiographie ait rendu justice aux succès obtenus dans le rétablissement économique et, malgré des grèves souvent difficiles, le maintien global d'une politique sociale par les gouvernements qu'elle a inspirés sous la IV^e République.

En effet, l'ensemble a souffert de plusieurs limites : incapacité à saisir les enjeux de la décolonisation (poursuite de la guerre d'Indochine, absence de réformes en Algérie et ailleurs malgré les promesses de l'Union française), difficulté à définir une ligne politique cohérente en raison des divisions internes et de l'instabilité gouvernementale, et enfin illusion d'une possible voie politique autonome et progressiste entre les deux grands blocs. Avec le temps, la Troisième Force penche de plus en plus vers la droite et vers une orientation atlantiste.

Mais ce bilan décevant mérite d'être nuancé. Qui regrette vraiment que la France n'ait pas suivi le chemin de la Tchécoslovaquie d'après le coup de Prague (1948) ? Ou qu'elle n'ait pas connu l'équivalent du maccarthysme ? La France est restée en République et les grandes avancées des « jours heureux » de la Libération se sont inscrites dans la durée : elles sont complétées par la loi sur les conventions collectives et la création du salaire minimum en 1950.

4 Une expérience inaboutie : Pierre Mendès France et le Front républicain (1954-1958)

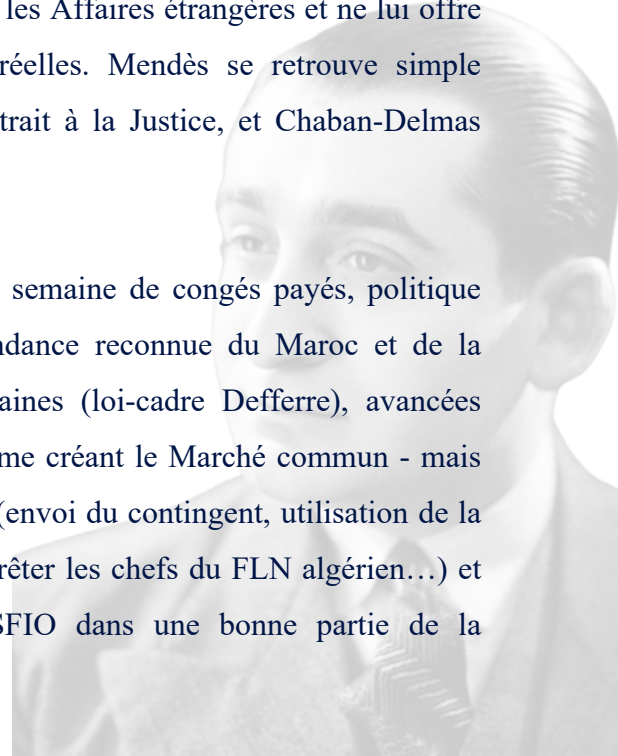
Après le départ des socialistes du gouvernement en 1951 et dans un contexte international marqué par un net glissement vers la droite - retour au pouvoir des conservateurs en Grande-Bretagne, des républicains aux Etats-Unis - l'arrivée de Pierre Mendès France à la présidence du Conseil (1954-1955) constitue une parenthèse « heureuse », même si son souvenir est un peu mythifié^[3]. Sa majorité, de centre gauche, repose sur le soutien extérieur de la SFIO, sur l'aile progressiste de l'UDSR (Mitterrand, Claudius-Petit), sur une partie du MRP, mais aussi sur des éléments venus de la droite modérée (CNIP) et de certains gaullistes, avec Jacques Chaban-Delmas.

La marque réformiste du gouvernement est assurée par un nouveau ton face aux problèmes coloniaux : accords de Genève pour mettre fin à la guerre d'Indochine, reconnaissance de l'autonomie de la Tunisie, un volontarisme économique, un dialogue direct avec les citoyens (« causeries du samedi » à la radio), une politique de recherche et scientifique ambitieuse. Mais la coalition est fragile. Le rejet par l'Assemblée nationale de la Communauté européenne de défense (CED), le 30 août 1954, révèle de profondes divisions : socialistes, radicaux et UDSR se partagent presque à égalité, tandis que le MRP, favorable à la CED et hostile au réformisme colonial, se détache du gouvernement. Selon l'historien Claude Nicolet, le « mendésisme » naît précisément avec la chute du gouvernement. Il se prolonge dans *Les Cahiers de la République* (1956-1963) et dans la tentative de rénovation du Parti radical menée par Mendès (1955-1957). Son influence intellectuelle sera durable dans les gauches des décennies suivantes, mais politiquement, la dynamique retombe avec les élections anticipées du 2 janvier 1956.

^[3] Bilan par Alain Chatriot, Pierre Mendès France. Pour une République moderne, Armand Colin, 2015.

Ces élections donnent la victoire au Front républicain, alliance prometteuse de centre gauche réunissant SFIO (Mollet), radicaux mendésistes, UDSR (Mitterrand) et gaullistes sociaux (Chaban-Delmas). Mais Mollet, dont la SFIO fournit la moitié des députés de la coalition, marginalise immédiatement Mendès France : il lui refuse les Affaires étrangères et ne lui offre qu'un ministère des Finances dépourvu de garanties réelles. Mendès se retrouve simple ministre d'État sans portefeuille, Mitterrand reste en retrait à la Justice, et Chaban-Delmas refuse les Anciens Combattants.

Ce ministère a un bilan qui aurait pu se défendre - 3e semaine de congés payés, politique scolaire du ministre radical-socialiste Billières, indépendance reconnue du Maroc et de la Tunisie, évolution vers l'autonomie des colonies africaines (loi-cadre Defferre), avancées européennes avec l'Euratom et signature du traité de Rome créant le Marché commun - mais qui est éclipsé par le naufrage de la politique algérienne (envoi du contingent, utilisation de la torture, interception de l'avion marocain qui permet d'arrêter les chefs du FLN algérien...) et l'expédition de Suez qui discrédite durablement la SFIO dans une bonne partie de la population, notamment dans la jeunesse.



Pierre Mendès France

Conclusion

La V^e République marque un recul très net des perspectives d’alliance entre centre et gauche. Cela pourrait surprendre. De Gaulle refuse le principe du clivage gauche/droite. Mais il faut bien admettre, malgré les sympathies à gauche pour tel ou tel aspect de sa politique, que le gaullisme va représenter la droite de son époque, face aux diverses gauches et au centre qui finissent par se retrouver dans l’opposition (la SFIO quitte le gouvernement en 1959, le MRP en 1962). Le gaullisme de gauche ne réussira jamais à devenir une force substantielle^[4]. La possibilité d’une alliance entre centre et gauche modérée se posera donc, notamment autour des projets de « Grande Fédération » en 1965 et de la candidature envisagée du député-maire socialiste de Marseille Gaston Defferre à la présidentielle de 1965. L’idée rejaillira parfois : candidature centriste du président du Sénat Alain Poher à la présidentielle de 1969, «ouverture» recherchée par Michel Rocard en 1988... débouchant à chaque fois sur un échec.

Le débat public tend à se reformer sur un camp « progressiste » face à un camp «conservateur», l’hésitation portant sur le contenu concret de ces deux orientations qui définissent une gauche et une droite, lesquelles ne sont ni l’une et l’autre immuables et évoluent sans cesse (il suffit de les comparer avec ce qu’elles étaient voici 50, 100, ou 150 ans).

Dans bien des situations (guerre ou risque de régime autoritaire), avec l’affaire Dreyfus, en 1938 ou au moment de la décolonisation, **les perspectives de défense républicaine ou de front républicain ralliant la gauche et le centre, qu’elles aient finalement plutôt « réussi » ou « échoué », ont pourtant dessiné des réponses appropriées aux graves dangers de l’heure.**

Gilles Candar

^[4] Bernard Lachaise, À la gauche du gaullisme, PUF, 2022.